

Société de Commissaires aux Comptes

FORT ET ASSOCIES

32 Rue de la République – 62000 ARRAS

Société par Actions Simplifiée

de Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Douai

FONDATION DES HOSPICES CIVILS DE LYON

3 quai des Célestins

69002 LYON

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE AU 31 DECEMBRE 2025

FORT Pierre-Emmanuel

Expert Comptable Diplômé

Commissaire aux comptes inscrit

I.E.S.E.G.

D.E.S.S. de Gestion Comptable et Financière –PARIS II

Maîtrise es-sciences économiques – PARIS II

FORT François-Xavier

Expert Comptable Diplômé

Commissaire aux comptes inscrit

D.U. Droit de l'Entreprise – PARIS II

FONDATION HOSPICES CIVILS DE LYON
3 quai des Célestins
69000 LYON

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

Monsieur le Président
Mesdames et Messieurs les administrateurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation des Hospices Civils de Lyon relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Changement de méthode » en page 8 de l'annexe précisant les conséquences en termes de présentation des comptes annuels de l'application, pour la 1^{ère} fois au titre de cet exercice du règlement ANC 2022-06.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous portons à votre connaissance :

- La note « Règles et Méthodes comptables » en pages 7 et suivantes de l'annexe qui précise les principes appliqués pour l'établissement des présents comptes annuels ;
- Ainsi que la note « Le compte d'emploi des ressources » en page 22 de l'annexe précisant la méthode retenue pour l'établissement du compte d'emploi des ressources.

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par la Fondation décrites dans l'annexe concernant notamment :

- Le traitement des libéralités,
- L'évaluation des engagements hors bilan,
- L'évaluation des fonds dédiés et des projets « à payer » sur la base des éléments disponibles à ce jour et des délibérations du conseil d'administration de votre Fondation,
- L'établissement du compte de résultat par origine et par destination et du compte d'emploi des ressources,
- Et, le traitement comptable des placements.

Nous avons mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux administrateurs sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de

cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à ARRAS, le 6 juin 2026
François-Xavier FORT
L'un des associés



SAS FORT ET ASSOCIES
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de DOUAI

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés	13 928	13 928		
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés	53 728		53 728	53 728
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Total I	67 656	13 928	53 728	53 728
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	2 508		2 508	29 190
Divers				
Valeurs mobilières de placement	10 597 353	3 680	10 593 673	5 772 285
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	2 572 363		2 572 363	3 765 372
Charges constatées d'avance	6 968		6 968	7 262
Total II	13 179 192		13 175 512	9 574 109
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des obligations (IV)				
Ecarts de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	13 246 848	17 608	13 229 240	9 627 837

Bilan

	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	1 500 000	1 500 000
Première situation nette établie		
Fonds statutaires	1 500 000	1 500 000
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	1 193 889	1 545 478
Excédent ou déficit de l'exercice	919 536	-351 589
Situation nette (sous-total)	3 613 425	2 693 889
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total I	3 613 425	2 693 889
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	5 238 891	4 334 246
Total II	5 238 891	4 334 246
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total III		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts		
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	83 468	87 987
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	101 348	79 279
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	4 192 108	2 432 435
Produits constatés d'avance		
Total IV	4 376 924	2 599 701
Ecart de conversion - Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	13 229 240	9 627 837

Compte de résultat

	du 01/01/25 au 31/12/25 12 mois	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens		
Ventes de prestations services		
Produits de tiers financeurs	6 583 853	3 837 143
Concours publics et subventions d'exploitation	310 000	310 000
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consommable		
Ressources liées à la générosité du public	6 273 853	2 296 444
Contributions financières		1 230 699
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges		
Utilisation des fonds dédiés	1 693 142	639 845
Autres produits	888	128
Total I	8 277 883	4 477 117
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variations de stock		
Autres achats et charges externes	487 121	518 948
Aides financières	4 015 707	1 872 752
Impôts, taxes et versements assimilés	3 733	987
Salaires et traitements	225 063	202 491
Charges sociales	115 721	103 723
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		4 239
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés	2 597 787	2 350 661
Autres charges	17 718	2 449
Total II	7 462 851	5 056 250
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	815 032	-579 133
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immob.		
Autres intérêts et produits assimilés	108 184	88 217
Repr./ provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets / cessions de valeurs mob. de placement		472
Total III	108 184	88 688
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amort., aux dépréciations et provisions	3 680	
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de placement		
Total IV		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	104 504	88 688
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	919 536	-490 445
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		139 112
Sur opérations en capital		
Reprises provisions, dép., et transferts de charge		
Total V		139 112

Compte de résultat

	du 01/01/25 au 31/12/25 12 mois	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		256
Sur opérations en capital		
Dot. amortissements, aux dépréciations et provisions		
Total VI		256
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		138 856
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	8 386 067	4 704 918
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII))	7 466 531	5 056 506
EXCEDENT OU DEFICIT	919 536	-351 589
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	47 247	62 322
Prestations en nature	15 720	15 024
Bénévolat		
TOTAL	62 967	77 346
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite	47 247	62 322
Prestations en nature	15 720	15 024
Personnel bénévole		
TOTAL	62 967	77 346

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : FONDATION HCL

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2025, dont le total est de 13 229 240 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un excédent de 919 536 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 19/02/2026 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

La Fondation Hospices Civils de Lyon a pour but de promouvoir, de soutenir et de réaliser toutes actions en matière de santé publique, en faveur des patients pris en charge par les établissements de santé des Hospices Civils de Lyon ou en lien avec leurs équipes.

Dans ce cadre, la Fondation a pour vocation d'agir selon les trois axes prioritaires suivants :

Améliorer l'accueil et le confort à l'hôpital,
Accélérer les projets de recherche et l'innovation en santé,
Accompagner les malades et leurs proches au-delà des traitements.

Les moyens d'action de la Fondation consistent en :

Collecter, par tous moyens et auprès de tous partenaires, les fonds privés nécessaires à la mise en œuvre d'actions entrant dans l'objet de la Fondation, notamment par voie d'appel public à la générosité,
Organiser et soutenir toutes manifestations et campagnes d'information, toutes publications d'articles et d'ouvrages et animer un site internet destinés à l'information du public et des professionnels de la santé,
Financer, acquérir, gérer et mettre à disposition des biens mobiliers et immobiliers qui contribuent à la réalisation de son objet,
Promouvoir, soutenir et participer à des initiatives et actions portées par des organismes privés ou publics en relation avec l'objet de la Fondation.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2025 ont été établis et présentés conformément aux dispositions :

- du règlement ANC n°2022-06 modifiant le règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général ;
- et plus spécifiquement à l'article 5 du règlement ANC n°2023-03 modifiant le règlement ANC n°2018-06 ;
- du règlement ANC n°2018-06 modifié par le règlement ANC n°2020-08 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Règles et méthodes comptables

Changement de méthode

Compte tenu du règlement ANC n°2022-06 venant modifier le règlement ANC-n°2014-03 et applicable aux exercices ouverts compter du 1er janvier 2025, les annulations de projets votés antérieurement comptabilisées auparavant en produits exceptionnels 771 sont désormais comptabilisées au crédit d'un compte 657 d'annulations de projets.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Règles et méthodes comptables

Fonds dédiés

La collecte des ressources est utilisée par le Conseil d'Administration lors du vote de soutien à des missions sociales. Ces montants votés sont alors inscrits dans un compte 419100 de "projets à verser".

La partie des ressources affectées par les donateurs qui n'a pas pu être utilisée à la clôture comptable conformément à l'engagement pris à leur égard, est inscrite en charges sous la rubrique « Reports en fonds dédiés sur ressources issues de la générosité publique », en contrepartie d'un compte de passif « Fonds dédiés sur dons ou legs affectés ».

L'utilisation ultérieure de ces ressources sera inscrite en produit des exercices futurs en « Utilisations des fonds dédiés sur ressources issues de la générosité publique » par la contrepartie d'une diminution des postes de fonds dédiés correspondants.

La partie des ressources provenant de legs ou de donations constatées en produit d'exploitation au cours de l'exercice, qui n'est pas encore encaissée ou transférée à la clôture de l'exercice, est comptabilisée dans une rubrique du passif dénommée « Fonds reportés liés aux legs ou donations » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds reportés ». Ces sommes seront rapportées au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du legs ou de la donation, avec pour contrepartie le compte « Utilisations de fonds reportés ».

Traitement des legs, donations et assurances-vie

Les libéralités font l'objet d'un suivi comptable individualisé pendant toute la durée de leur réalisation. Il peut s'agir de donations, de donations simples, de donations temporaires d'usufruit, d'assurances-vie ou de legs (legs universel, legs à titre universel ou legs particulier).

Les assurance-vie dont l'entité est bénéficiaire sont comptabilisées en produit « Assurance-vie » à la date de réception des fonds par l'entité.

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété étalés dans le temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

Les biens reçus par legs, donations ou assurance-vie sont comptabilisés en engagements reçus, pour leur valeur estimée, entre la date à laquelle l'entité a été informée et la date de la comptabilisation à l'actif des biens concernés.

Valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Dans le cadre de la gestion de trésorerie de la Fondation et notamment de sa dotation initiale, des contrats de capitalisation ont été souscrits, pour un montant global de 6.8 millions d'euros le capital étant garanti à échéance.

Règles et méthodes comptables

Contributions volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes,
- des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état,
- des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services.

Elles sont valorisées et comptabilisées si les deux conditions suivantes sont remplies :

- la nature et l'importance des contributions volontaires en nature sont des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité,
- l'entité est en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires en nature.

Conventions de Mécénat

Plusieurs opérations de mécénat ont été contractualisées courant 2025 mais dont les effets financiers seront principalement visibles en 2026. Ces conventions n'ont pas fait l'objet d'une comptabilisation en produit à recevoir au 31/12/2025 :

* En mars 2025, une convention a été signée entre la Fondation HCL et le Fonds de dotation 777 Chidren. Cette convention prévoit une enveloppe de 150 000 € (50 000 € par an), visant à financer la mise en place d'une structure médicale fédérative pour répondre aux défis des Troubles du neuro-développement. 50 000 € ont été perçus en avril 2025, 50 000 € seront versés en mars 2026 et 50 000 € seront versés en mars 2027.

* En septembre 2025, une convention a été signée entre la Fondation HCL et APICIL Mutuelle. Cette convention prévoit une enveloppe de 100 000 €, visant à financer l'installation de l'IRM 7T à l'hôpital neurologique Pierre Wertheimer à Bron.

* En septembre 2025, une convention a été signée entre la Fondation HCL et APICIL Prévoyance. Cette convention prévoit une enveloppe de 200 000 €, visant à financer l'installation de l'IRM 7T à l'hôpital neurologique Pierre Wertheimer à Bron.

* En décembre 2025, une convention a été signée entre la Fondation HCL et Boehringer Ingelheim Animal Health France. Cette convention prévoit une enveloppe de 30 000 €, visant notamment à financer la réalisation du projet « Entour'âges ».

* En juillet 2025, une convention a été signée entre la Fondation HCL et le Fonds de dotation Yves Revol Foundation. Cette convention prévoit une enveloppe de 60 000 €, visant à financer l'installation de l'IRM 7T à l'hôpital neurologique Pierre Wertheimer à Bron. 30 000 € ont été perçus en août 2025 et 30 000 € seront versés en mars 2026.

* En octobre 2024, une convention a été signée entre la Fondation HCL et l'Association Départementale pour le don d'Organes et de Tissus humains (France ADOT 01). Cette convention prévoit une enveloppe de 15 000 €, visant à financer le projet « VINCI ». 10 000 € ont déjà été perçus en 2024 et 2025 et le solde sera versé en octobre 2026.

* En septembre 2025, une convention a été signée entre la Fondation HCL et Groupama RAA. Cette convention prévoit une enveloppe de 25 000 €, visant à soutenir le projet de recherche ICAD (Informal Care in Alzheimer Disease).

* En juillet 2025, une convention a été signée entre la Fondation HCL et le GSF Mercure. Cette convention prévoit une enveloppe de 60 000 €, visant à financer l'installation de l'IRM 7T à l'hôpital neurologique Pierre Wertheimer à Bron. 30 000 € ont été perçus en septembre 2025 et 30 000 € seront versés en juin 2026.

* En octobre 2025, une convention a été signée entre la Fondation HCL et HDC Santé. Cette convention prévoit le reversement de sommes liées à la vente de produits dans le cadre de la campagne Octobre Rose menée au sein de l'hôpital de la Croix-Rousse, afin de contribuer au financement du projet « Podcast Sein'plement nous : ensemble, parlons-en ! ».

* En août 2019, une convention a été signée entre la Fondation HCL et la société Hemotech. Cette convention prévoit une enveloppe de 210 000 € sur 7 ans. Le solde de 30 000 € sera versé en 2026.

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Honoraires de certification des comptes : 5 292 euros

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation					310 000	310 000
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
						310 000

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	13 928			13 928
Immobilisations incorporelles	13 928			13 928
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier				
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	53 728			53 728
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières	53 728			53 728
ACTIF IMMOBILISE	67 656			67 656

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	13 928			13 928
Immobilisations incorporelles	13 928			13 928
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier				
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles				
ACTIF IMMOBILISE	13 928			13 928

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 9 476 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	2 508	2 508	
Charges constatées d'avance	6 968	6 968	
Total	9 476	9 476	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Banque - intérêts courus à recevoir	10 963
Total	10 963

Valeurs mobilières de placement

Le portefeuille de valeurs mobilières de placement à la clôture de l'exercice s'établit comme suit :

	Nombre	Cours unitaire d'achat	Valeur boursière unitaire	Valeur boursière du portefeuille	Plus-value latente
CM-AM CASH ISR (RC)	0,48	53 477,32	56 328,45	26 829,75	1 358,02
CM-AM HIGH YIELD SHORT	4 114,11	121,23	133,83	550 590,81	51 837,74
EMTNLA CALL 8YNC4 1 03	15,00	94 000,00	100 463,02	1 506 945,30	96 945,30
EMTNLA RANGE ACCRUAL	68,00	1 000,00	1 023,90	69 625,27	1 625,27
LA FR.OBLIG.CARB.IMP.C S	7 927,71	25,23	26,87	213 017,59	13 017,69
AMUNDI EUR. L I Q. RAT . S	4,20	1 086 895,28	1 145 008,62	4 805 601,18	243 901,71
				7 172 609,90	408 685,73

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

Variation des fonds propres	À l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou Consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	1 500 000							1 500 000
Fonds propres avec droit de reprise	-							-
Ecart de réévaluation	-							-
Réserves								
Report à nouveau	1 545 478	- 351 589	- 1 667 122					1 193 889
Excédent ou déficit de l'exercice	- 351 589	351 589	1 667 122			- 919 536	- 814 144	919 536
Situation nette	2 693 889	-	-	-	-	- 919 536	- 814 144	3 613 425
Fonds propres consommables								
Subventions d'investissement								
Provisions réglementées								
TOTAL	2 693 889	-	-	-	-	- 919 536	- 814 144	3 613 425

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 4 376 924 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	83 468	83 468		
Dettes fiscales et sociales	101 348	101 348		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	4 192 108	4 192 108		
Produits constatés d'avance				
Total	4 376 924	4 376 924		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Au 31 décembre 2025, la Fondation présente un passif de 4 182 734 € qui correspond au montant restant à verser sur des projets votés par le conseil d'administration.

Charges à payer

	Montant
Factures non parvenues	25 696
Dettes provis. pr congés à payer	44 073
Charges sociales s/congés à payer	26 729
Taxe sur les salaires cap	3 733
Total	100 232

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	6 272		
Total	6 272		

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 4 personnes.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres		2	2	2
Employés		2	2	2
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
Total		4	4	4

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	57 277
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Total	57 277

Les engagements de retraite ont été calculés selon les hypothèses suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,80%
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Progression : 2%

Ainsi il ressort un montant d'engagement de 57 277 € au 31 décembre 2025.

Autres informations

Donations

Détail des legs, donations et assurances-vie

PRODUITS	Montants
Montant perçu au titre d'assurances vie	
Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9	3 361 927
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	-
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	-
SOLDE DE LA RUBRIQUE	3 361 927
CHARGES	
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	-
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	
SOLDE DE LA RUBRIQUE	-

Fonds dédiés

Ressources provenant de la générosité du public

Variation des fonds dédiés	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Ressources liées à la générosité du public							
Projets Généraux	2 813 616	1 389 520	1 272 466		-	2 930 670	-
Projets Recherche	15 844	364 136	1 377		-	378 603	0
Projets Accompagnement	4 190	-	2 840		-	1 350	0
Projets Confort	1 926	-	1 926		-	0	0
Legs	1 498 669	844 131	414 532		-	1 928 269	0
Fonds reportés	0					0	0
TOTAL	4 334 246	2 597 787	1 693 142	-	-	5 238 891	-

Compte de résultat par origine et destination (CROD)

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	Exercice 31/12/25		Exercice 31/12/24	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
1.1 Cotisations sans contrepartie				
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	763 552	763 552	578 519	578 519
- Legs, donations et assurances-vie	3 361 927	3 361 927	136 372	136 372
- Mécénat	2 148 375	2 148 375	1 581 553	1 581 553
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	-	-	138 856	138 856
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
2.1 Cotisations avec contrepartie				
2.2 Parrainage des entreprises				
2.3 Contributions financières sans contrepartie				
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	109 072		1 319 772	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	310 000		310 000	
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	-		-	
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	1 693 142	1 693 142	639 845	639 845
TOTAL	8 386 067	7 966 995	4 704 918	3 075 146
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - MISSIONS SOCIALES				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	4 015 707	4 015 707	1 872 752	1 872 752
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				-
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme				-
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger				-
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	170 525	170 525	177 600	177 600
2.2 Frais de recherche d'autres ressources				
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	678 832	368 832	651 254	341 254
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	3 680		4 239	
5 - IMPÔT SUR LES BENEFICES				
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	2 597 787	2 597 787	2 350 661	2 350 661
TOTAL	7 466 531	7 152 851	5 056 506	4 742 267
EXCEDENT OU DEFICIT	919 536	814 144	-351 589	-1 667 122

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	Exercice 31/12/25		Exercice 31/12/24	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Bénévolat				
Prestations en nature	15 720	15 720	15 024	15 024
Dons en nature	47 247	47 247	62 322	62 322
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL	62 967	62 967	77 346	77 346
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES				
Réalisées en France	- 62 967	- 62 967	- 77 346	- 77 346
Réalisées à l'étranger				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS				
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT				
TOTAL	- 62 967	- 62 967	- 77 346	- 77 346

Compte d'emploi des ressources (CER)

EMPLOIS PAR DESTINATION	Exercice 31/12/25	Exercice 31/12/24	RESSOURCES PAR ORIGINE	Exercice 31/12/25	Exercice 31/12/24
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 – MISSIONS SOCIALES	4 015 707	1 872 752	1 – RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	6 273 853	2 435 300
1.1 Réalisées en France			1.1 Cotisations sans contrepartie		
- Actions réalisées par l'organisme	4 015 707	1 872 752	1.2 Dons, legs et mécénats		
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France	-	-	- Dons manuels	763 552	578 519
1.2 Réalisées à l'étranger			- Legs, donations et assurances-vie	3 361 927	136 372
- Actions réalisées par l'organisme	-	-	- Mécénats	2 148 375	1 581 553
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger	-	-	1.3 Autres ressources liées à la générosité du public	0	138 855,95
2 – FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	170 525	177 600			
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	170 525	177 600			
2.2 Frais de recherche d'autres ressources					
3 – FRAIS DE FONCTIONNEMENT	368 832,05	341 254,42			
TOTAL DES EMPLOIS	4 555 064	2 391 606	TOTAL DES RESSOURCES	6 273 853	2 435 300
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	-	-	- 2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	-	-
5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	2 597 787	2 350 661	3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	1 693 142	639 845
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	814 143,79	0	0 DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	0	1 667 122
TOTAL	7 966 995	4 742 267	TOTAL	7 966 995	4 742 267
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	-2 394 879	-
			(+) Excédent ou (-) Insuffisance de la générosité du public	814 144	-1 667 122
			(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice		
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	-1 580 735	-2 394 879
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	Exercice 31/12/25	Exercice 31/12/24		Exercice 31/12/25	Exercice 31/12/24
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES			1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
Réalisées en France	62 967	77 346	Bénévolat		
Réalisées à l'étranger			Prestations en nature	15 720	15 024
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS			Dons en nature	47 247	62 322
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT					
TOTAL	62 967	77 346	TOTAL	62 967	77 346
				Exercice 31/12/25	Exercice 31/12/24
			FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE	4 334 246	2 623 430
			(-) Utilisation	- 1 693 142	- 639 845
			(+) Report	2 597 787	2 350 661
			FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	5 238 891	4 334 246

Compte d'emploi des ressources (CER)

Le Compte d'Emploi des Ressources (CER) a été établi conformément est établi selon le règlement ANC n°2018-06 homologué par arrêté du 30 décembre 2018.

A l'exception des informations précisant les ressources reportées liées à la générosité du public non dédiées non utilisées, les informations figurant dans le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public correspondent strictement aux informations relevant de la générosité du public figurant dans le compte de résultat par origine et destination défini à l'article 432-2.

L'établissement du CER suit les mêmes principes comptables que ceux retenus pour l'élaboration des comptes annuels.

Affectation des ressources aux emplois, spécialement des ressources collectées auprès du public :

Les méthodologies retenues concernant l'affectation des seules ressources collectées auprès du public par type d'emplois au 31 décembre sont les suivantes :

- Les ressources sur lesquelles la Fondation a liberté d'affectation sont identifiées,
- En leur sein, la part des ressources issues de la générosité du public (dons, legs et autres libéralités) et des autres produits accessoires d'exploitation (ventes objets, etc...) est identifiée,
- Des frais de gestion sont, au cas par cas, prélevés sur les collectes affectées et non affectées issues de la générosité du public.

Le conseil d'administration de la Fondation maintient en 2025 la démarche appliquée en 2019. Cette dernière prévoit d'appliquer une retenue de 10% sur l'ensemble des collectes au titre des frais de gestion, de communication et d'accompagnement exposés par la Fondation au titre des projets directement concernés par ces mêmes collectes. Par ailleurs, un taux spécifique de 5 % est appliqué sur la collecte affectée aux services. En ce qui concerne les legs, les frais retenus sont appréciés au cas par cas par le conseil d'administration.

Le montant des ressources reportées liées à la générosité du public (hors fonds dédiés) estimé en 2020 était égal au solde des fonds propres au 31-12-2019 retranché de la dotation initiale sous déduction des ressources non liées à la générosité publique. Le solde estimé, alors, en début d'exercice, étant négatif, a été remonté pour une valeur nulle.

Définition des missions sociales :

Les missions sociales de la Fondation Hospices Civils de Lyon sont fixées par les statuts : "La Fondation Hospices Civils de Lyon a pour but de promouvoir, de soutenir et de réaliser toutes actions en matière de santé publique, en faveur des patients pris en charge par les établissements de santé des Hospices Civils de Lyon ou en lien avec leurs équipes. Dans ce cadre, la Fondation a pour vocation d'agir selon les trois axes prioritaires suivants:

- Améliorer l'accueil et le confort des patients à l'hôpital,
- Favoriser le développement de la recherche et de l'innovation en santé,
- Accompagner les malades et leurs proches, y compris sur les conséquences de la maladie."

Toutes les missions sociales de la Fondation sont réalisées en France et sans intermédiaire.

Affectations des frais communs aux Missions Sociales, aux Frais de collectes et aux Frais de structure :

Les emplois ont été affectés selon la méthode du coût direct. Les dépenses non imputables directement sont ventilées en fonction de clés de répartition définies par la direction de la fondation, selon le type de dépenses.

Modèle économique :

Le modèle économique de la Fondation repose exclusivement sur la perception des dons, libéralités ou legs qui sont ensuite utilisés pour le financement de projets présentés par des structures tierces.

8